

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 7 AVRIL 1922.

Projet de loi

ayant pour objet de modifier et de compléter certaines dispositions de la loi du 3 août 1919, assurant la réintégration des Belges mobilisés dans les fonctions et emplois publics et facilitant aux mutilés, combattants, mobilisés, etc., l'admission aux fonctions et emplois publics.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le projet de loi ci-joint est, dans les grandes lignes, la reproduction de celui que M. le comte Carton de Wiart a déposé à la Chambre des représentants le 25 janvier 1921, et qui est devenu caduc par suite de la dissolution.

Le Gouvernement a dû constater à son grand regret que certaines administrations s'efforçaient d'échapper aux obligations que leur impose la loi du 3 août 1919, soit en s'abstenant d'un appel public aux candidatures, soit en laissant l'autorité supérieure dans l'ignorance des décisions sujettes à annulation, soit en persistant dans l'inobservation des prescriptions légales malgré l'annulation dont leurs résolutions ont été frappées.

Dans ces conditions, le Gouvernement a pensé qu'il importait de préciser et de compléter certaines prescriptions de la loi, de manière à armer plus efficacement le pouvoir central contre l'inertie ou le mauvais vouloir des administrations subordonnées.

Tel est l'objet du projet de loi que, d'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations.

Ce projet impose tout d'abord aux autorités provinciales et communales, ainsi qu'aux administrations des établissements publics de la commune l'obligation de donner aux vacances d'emplois une publicité effective et de durée suffisante; il enjoint aussi aux autorités compétentes pour conférer des emplois, de notifier à

l'autorité supérieure les décisions comportant attribution de fonctions ou d'emplois publics.

Pour empêcher une opposition persistante aux prescriptions légales de la part des autorités provinciales et communales, ainsi que des administrations des établissements publics de la commune, les nouvelles dispositions accordent au pouvoir central la faculté de se substituer à ces administrations après un dernier avertissement et de pourvoir en leur lieu et place à la vacance d'emploi.

Dans le même ordre d'idées, le Roi pourra, s'il le juge nécessaire, annuler sur recours de l'intéressé la décision d'une Députation permanente improuvant la nomination d'un secrétaire ou d'un receveur communal, si cette décision écarte sans motifs sérieux le bénéficiaire du droit de priorité. Telle est la raison d'être de l'article 3 du projet.

Sans doute, ces mesures impliquent une certaine atteinte à l'autonomie des provinces, des communes et des établissements publics; mais il ne peut être toléré que des autorités s'abritent sous cette autonomie pour énerver les prescriptions légales qui consacrent la reconnaissance de la Nation vis-à-vis de ses défenseurs.

Les dispositions du projet de loi sont d'ailleurs inspirées par la préoccupation de limiter au strict minimum l'intervention du pouvoir central dans un domaine où les autorités provinciales et communales, ainsi que les administrations des établissements publics de la commune sont normalement compétentes pour agir.

Ce n'est qu'après une première annulation et en présence d'une violation répétée des prescriptions légales que le Roi assumerait le pouvoir de nommer en lieu et place d'autorités qui persistent à s'insurger contre les dispositions formelles de la loi. Dans ce cas même, l'autorité récalcitrante disposerait d'un délai de trente jours pour procéder à la nomination dans des conditions légales et pour écarter de cette manière l'atteinte imminente à son autonomie.

L'article 2 du projet détermine les nouvelles formalités à accomplir par suite de la suppression des Comités de la Reconnaissance nationale, dont l'intervention est requise par l'art. 40, par. 2 de la loi du 3 août 1919.

Enfin, l'article 3 consacre la suppression du par. 2 de l'alinéa 2 de l'art. 9 de la loi. L'application rigoureuse de cette disposition se justifie au sortir d'une époque où les militaires ne pouvaient se réhabiliter qu'à la faveur d'une action d'éclat ou d'une conduite exemplaire devant l'ennemi.

Mais depuis lors, tandis que l'amnistie de plus en plus étendue a eu pour effet de rendre infime le nombre des condamnés non réhabilités, partant, celui des exclus du bénéfice de la loi du 3 août 1919, aucune mesure nouvelle n'a été prise en vue de rendre les avantages de cette loi accessibles à ceux qui, à raison de leur conduite, ont été incorporés dans le corps spécial.

Il en est résulté que ceux-ci, qui n'ont commis que des fautes non suffisamment graves pour justifier le renvoi devant un Conseil de guerre, sont atteints plus sévèrement que ceux-là qui ont été condamnés pour crimes ou délits.

Dès lors, il apparaît clairement que les dispositions de l'article 9 sont actuellement excessives dans leur rigueur à l'égard des militaires incorporés dans le corps spécial et qu'il convient, dans un but d'équité et d'apaisement de modifier cet article en supprimant son alinéa 2.

Le Gouvernement est persuadé que les Chambres apprécieront le bien fondé des

préoccupations qui lui ont dicté le dépôt du présent projet de loi et qu'elles seront d'accord avec lui pour assurer aux mutilés et aux combattants de la Grande Guerre les légitimes satisfactions que la Nation entend leur accorder en reconnaissance des sacrifices qu'ils se sont imposés pour la défense de nos foyers.

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,

PAUL BERRYER.



ANNEXE AU N^o 173.BIJLAGE VAN N^o 173.

PROJET DE LOI

ayant pour objet de modifier et de compléter certaines dispositions de la loi du 3 août 1919. assurant la réintégration de Belges mobilisés dans les fonctions et emplois publics et facilitant aux mutilés, combattants, mobilisés, etc., l'admission aux fonctions et emplois publics.

WETSONTWERP

streckende tot het wijzigen en het aanvullen van sommige bepalingen der wet van 3 Augustus 1919, waarbij de diensthervatting door de gemobiliseerde Belgen in de openbare ambten en betrekkingen verzekerd en de toegang tot die openbare ambten en betrekkingen aan de verminkten, strijders, gedemobiliseerden, enz., vergemakkelijkt wordt.

Albert,
ROI DES BELGES,*A tous présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène et Notre Ministre de la Défense Nationale sont chargés de présenter en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Albert,
KONING DER BELGEN,*Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Eerste Minister, Minister van Financiën, Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid en Onze Minister van Landsverdediging, worden gelast om, in Onzen Naam, ter Wetgevende Kamers, het wetsontwerp voor te dragen waarvan de inhoud volgt :

ARTICLE 1.

L'article 11 de la loi du 5 août 1919 est remplacé par les dispositions suivantes :

Toute nomination à des fonctions ou emplois publics rémunérés doit être précédée d'un appel public aux candidatures pendant un délai de quinze jours au moins. Les résolutions des autorités communales, des administrations des hospices, des bureaux de bienfaisance et des monts-de-piété de la commune portant nomination à des fonctions ou des emplois publics rémunérés sont notifiées au Gouverneur de la province dans les dix jours de leur date.

Le Roi peut, par un arrêté motivé, annuler les nominations faites par les autorités provinciales et communales, ainsi que par les administrations des hospices, des bureaux de bienfaisance et des monts-de-piété en violation des prescriptions de la présente loi.

La nomination devient définitive lorsqu'un arrêté d'annulation n'est pas intervenu, pour un emploi provincial, dans les trois mois de la résolution et, pour un emploi communal ou des établissements publics de la commune, dans les trois mois de la notification de la délibération au Gouverneur de la province ou de l'approbation de celle-ci par la Députation permanente du Conseil provincial.

Si, dans les trente jours de la notification qui leur est faite de la deuxième annulation, les autorités

ARTIKEL 1.

Artikel 11 der wet van 3 Augustus 1919, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

Voor elke benoeming tot bezoldigde openbare ambten of betrekkingen moet er gedurende minstens vijftien dagen een openbare oproep gedaan worden tot de candidaturen. De beslissingen der gemeenteoverheden, der beheerraden van de godshuizen, der weldadigheidsbureelen en der Bergen van Barmhartigheid der gemeente, houdende benoeming tot bezoldigde openbare ambten of betrekkingen worden binnen de tien dagen hunner dagteekening, aan den Gouverneur der provincie bekend gemaakt.

De Koning kan, door een met redenen omkleed besluit, de benoemingen nietigverklaren welke door de provinciale- of gemeenteoverheden alsmede door de beheerraden der godshuizen, der weldadigheidsbureelen en der Bergen van Barmhartigheid, met terzijdestelling van de voorschriften dezer wet gedaan zijn.

De benoeming wordt definitief wanneer er, voor eene provinciale betrekking, binnen de drie maand na de beslissing, geen besluit van nietigverklaring afgekondigd is en, voor eene bediening van de gemeente of aan de openbare instellingen der gemeente, binnen de drie maand na de bekendmaking der beraadslaging aan den Gouverneur der provincie of na de goedkeuring dezer laatste door de Bestendige Deputatie van den provincialen Raad.

Wanneer de belanghebbende overheden, binnen de dertig dagen na de aanzegging welke haar van

intéressées ne confèrent pas l'emploi conformément aux prescriptions légales, il pourra être pourvu à la place vacante par un arrêté royal motivé.

Les décisions des Députations permanentes improuvant la nomination d'un receveur ou d'un secrétaire communal peuvent être annulées par le Roi, sur recours de l'intéressé, lorsqu'elles écartent sans motif sérieux le bénéficiaire du droit de préférence. Le recours devra être introduit dans les trente jours de la notification qui lui sera faite de cette décision.

L'arrêté royal accueillant le recours vaudra approbation de la nomination litigieuse.

ART. 2.

L'article 10, par. 2, de la loi du 5 août 1919 précitée est complété comme suit :

« A défaut d'une attestation en due forme délivrée par les Comités de reconnaissance nationale actuellement dissous, l'existence des qualités requises pour être rangé dans l'une ou l'autre catégorie pourra résulter également des brevets des distinctions honorifiques qui ont été délivrés aux intéressés, ou, à leur défaut d'un certificat émanant du Gouverneur de la province. »

ART. 3.

Le paragraphe 2 de l'alinéa 2 de

de tweede nietigverklaring gedaan wordt, de betrekking niet toekent overeenkomstig de wettelijke voorschriften, kan er in de openstaande plaats voorzien worden door een met redenen omkleed Koninklijk besluit.

De beslissingen der Bestendige Deputatie, waarbij de benoeming van eenen gemeenteontvanger of van eenen gemeentesecretaris afgekeurd wordt, kunnen, op verhaal van den belanghebbende, door den Koning verbroken worden indien zij, zonder ernstige reden, den gerechtigde op den voorkeur afwijzen. Het verhaal moet ingediend worden binnen de dertig dagen na de aanzegging welke hem van deze beslissing gedaan wordt. Het Koninklijk besluit tot inwilliging van het verhaal geldt als goedkeuring der betwiste benoeming.

ART. 2.

Artikel 10, par. 2, van voornoemde wet van 3 Augustus 1919, wordt aangevuld als volgt :

« Bij gebrek aan een behoorlijk bewijs, door de thans ontbonden Comiteiten der Nationale Erkentelijkheid afgeleverd, mag het bestaan der vereischte hoedanigheden om in de eene of de andere categorie gerangschikt te worden, opgemaakt worden uit de aan de belanghebbenden afgeleverde brevetten der eereteekens en, bij gebrek aan deze, uit een door den Gouverneur der provincie afgeleverd bewijschrift. »

ART. 3.

Paragraaf 2 van alinea 2 van

l'article 9 de la loi du 3 août 1919
est supprimé.

Donné à Bruxelles, le 4 avril
1922.

artikel 9 der wet van 3 Augustus
1919 wordt ingetrokken.

Gegeven te Brussel, den 4ⁿ April
1922.

ALBERT.

Par le Roi :
*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

Van 's Konings wege :
*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,*

G. THEUNIS.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

F. MASSON.

*Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

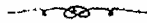
*De Minister van Binnenlandsche
Zaken en Volksgezondheid,*

PAUL BERRYER.

Le Ministre de la Défense Nationale,

De Minister van Landsverdediging,

ALBERT DEVÈZE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 7 APRIL 1922.

Wetsontwerp

streckende tot het wijzigen en het aanvullen van sommige bepalingen der wet van 3 Augustus 1919, waarbij de diensthervatting door de gemobiliseerde Belgen in de openbare ambten en betrekkingen verzekerd en de toegang tot de openbare ambten en betrekkingen aan de verminkten, strijders, gemobiliseerden, enz., vergemakkelijkt wordt.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Het hier bijgaand wetsontwerp geeft, in breede trekken, het ontwerp weer dat de heer graaf Carton de Wiart, den 23^e Januari 1921, aan de Kamer der Volksvertegenwoordigers heeft ingediend en dat ten gevolge der ontbinding verviel.

Tot haar groot spijt heeft de Regeering moeten vaststellen dat sommige besturen de hun door de wet van 3^e Augustus 1919, opgelegde verplichtingen trachtten te ontduiken, hetzij door geen openbaren oproep tot de candidaturen te doen, hetzij door de hoogere overheid in de onwetendheid te laten nopens de vernietigbare beslissingen, hetzij door te volharden in het niet nakomen der wettelijke voorschriften, niettegenstaande de nietigverklaring hunner beslissingen.

In deze voorwaarden heeft de Regeering het noodig geoordeeld zekere voorschriften der wet te bepalen en aan te vullen, derwijze dat de centrale overheid doelmatiger gewapend weze tegen de lamdijgheid of den onwil der ondergeschikte besturen.

Dit is het doel van het wetsontwerp dat ik, volgens de bevelen des Konings, de eer heb aan uwe beraadslagingen te onderwerpen.

Eerst en vooral, legt dit ontwerp aan de provinciale- en gemeenteoverheden, alsmede aan de besturen der openbare instellingen der gemeente, de verplichting op, eene werkelijke en genoeg duurzame ruchtbaarheid te geven aan de openstaande betrekkingen; het verplicht insgelijks de tot het

toekennen der bedieningen bevoegde overheden aan de hoogere overheid officieel kennis te geven van al de beslissingen betreffende het toekennen van ambten of openbare betrekkingen.

Om eene voortdurende kanting tegen de wettelijke voorschriften vanwege de provinciale- en gemeenteoverheden, alsmede vanwege de besturen der openbare instellingen der gemeente te beletten, verleenen de nieuwe bepalingen aan de centrale overheid het recht zich, na eene laatste waarschuwing, in de plaats te stellen dezer besturen en in hunne rechten en bevoegdheden te treden om de opengevallen betrekking te begeben.

In dezelfde gedachtenorde zal de Koning, indien hij het noodig oordeelt, op verhaal van den belanghebbende, de beslissing eener bestendige deputatie tot afkeuring van de benoeming van eenen secretaris of van eenen gemeenteontvanger kunnen verbreken, indien deze beslissing zonder ernstige reden den rechthebbende op een voorkeurrecht van de hand wijst. Zulks is de reden van bestaan van artikel 3 van het ontwerp.

Het valt buiten twijfel dat deze maatregelen een zekere inbreuk maken op de autonomie der provincies, der gemeenten en der openbare instellingen, maar er mag niet geduld worden dat de overheden zich achter dit zelfbestuur verschuilen om de wettelijke bepalingen, die de erkentelijkheid der Natie jegens hare verdedigers huldigen, te ontzenuwen.

De bepalingen van het wetsontwerp zijn overigens beheerscht door bezorgdheid om de tusschenkomst van de centrale overheid op een gebied, waar de provinciale- en gemeenteoverheden alsmede de besturen der openbare instellingen der gemeente normaal bevoegd zijn om te handelen, tot het volstrekt minimum te beperken.

Het is enkel na eene eerste nietigverklaring en eene herhaalde verkrachting der wettelijke voorschriften, dat de Koning het recht tot benoemen op zich zou nemen, ter vervanging der overheden die zich halsstarrig tegen de uitdrukkelijke voorschriften der wet zouden verzetten. In dit geval zelf, zou de wederspannige overheid over een tijdsbestek van dertig dagen beschikken om, in de wettelijke voorwaarden tot de benoeming over te gaan en alzoo de dreigende inbreuk op haar zelfbestuur af te keeren.

Artikel 2 van het ontwerp bepaalt de nieuwe te vervullen pleegvormen ten gevolge van het afschaffen van de comiteiten der Nationale Erkentelijkheid, wier tusschenkomst bij artikel 10, par. 2 der wet van 3 Augustus 1919 vereischt wordt.

Eindelijk wordt de afschaffing van par. 2 van al. 2 van artikel 9 der wet door artikel 3 gewettigd. De stipte toepassing dezer bepaling was gerechtvaardigd op het einde van een tijdstip waarop de militairen enkel, dank zij eene roemrijke daad of een voorbeeldig gedrag voor den vijand, hunne eerherstelling konden bekomen.

Maar sedert dien, terwijl de meer en meer uitgebreide amnistie voor gevolg had het aantal der niet in eer herstelde veroordeelden, bijgevolg dit der buiten het voordeel der wet van 3 Augustus 1919 gesloten onbeduidend te maken, wordt geen enkel nieuwe maatregel getroffen om de voordeelen dezer wet toepasselijk te maken op deze die, om reden van hun gedrag, bij een bijzonder korps werden ingelijfd.

Het gevolg was dat deze laatsten, die enkel misslagen begaan hadden welke niet ernstig genoeg waren om hunne verschijning vóór den krijgsraad te rechtvaardigen, met meer strengheid getroffen werden dan deze die wegens misdaden of wanbedrijven veroordeeld werden.

Het springt bijgevolg in 't oog dat de bepalingen van artikel 9 thans buitengewoon streng zijn tegenover de bij een bijzonder korps ingelijfde militairen en dat het, rechtvaardigheids- en bevredigingshalve betaamt dit artikel te wijzigen door zijn alinea 2 in te trekken.

De Regeering is overtuigd dat de Kamers de gegrondheid zullen herkennen van de redenen welke haar noopten dit wetsontwerp in te dienen en dat zij het eens zullen zijn met haar, om aan de verminkten en aan de strijders van den Grooten Oorlog, de rechtmatige voldoeningen te verzekeren welke de Natie hun wenscht toe te kennen uit erkentelijkheid voor de opofferingen welke zij zich ter verdediging onzer haardsteden getroost hebben.

*De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

PAUL BERRYER.

